IR. L. 7812/1.

- 9 APR 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 7 février 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut de l'hôtellerie", a donné le 5 mars 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e februari 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van het hotelwezen", heeft de 5e maart 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet d'établir le statut de l'hôtellerie.

Comme l'avait fait l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie, dont le projet reprend les éléments essentiels, le nouveau statut soumet l'exploitation d'un établissement hôtelier à une autorisation préalable.

L'octroi de l'autorisation est subordonné à la réalisation de conditions que le Roi déterminera après avoir pris l'avis d'un comité technique de l'hôtellerie.

Le projet prévoit enfin l'application de sanctions pénales et administratives et organise la recherche et la constatation des infractions à la nouvelle réglementation.

+

Aux termes de l'article 1er du projet, pour qu'un établissement offrant le logement soit soumis à l'application de la loi, deux conditions sont nécessaires : l'établissement doit être exploité dans un but lucratif et sous une des dénominations énumérées par la loi ou fixées par le Roi.

Echappent, dès lors, à l'application de la loi, les établissements hôteliers exploités par des services publics ou par toutes autres personnes ne poursuivant aucun but de lucre.

.../...

Y échappent également, tous les établissements hôteliers dont l'appellation ne comporte pas une des dénominations énumérées par la loi.

Il résulte de ces constatations que certains établissements seront exclus ou pourront être exclus du champ d'application de la loi.

Telle est d'ailleurs l'intention du Gouvernement, puisque l'exposé des motifs précise que le projet vise à la protection de certaines appellations.

L'intitulé du projet présente la loi comme "portant statut de l'hôtellerie". Cet intitulé, par la généralité de ses termes, ne correspond pas exactement au but limité que le Gouvernement entend se donner.

+

En subordonnant l'exploitation de certains établissements hôteliers à une autorisation préalable et à la réalisation de certaines conditions, le projet restreint, dans une certaine mesure, le libre exercice d'une profession.

D'autre part, les infractions à la loi et aux règlements qu'il appartiendra au Roi d'édicter sur la base de l'article 4 du projet, seront réprimées par des sanctions administratives, parfois très lourdes.

.../...

Il est, dès lors, souhaitable que le projet ne se borne pas à conférer au Roi, dans l'article 3, le pouvoir d'instituer la procédure applicable en cas de sanction, mais qu'il fixe lui-même les règles essentielles destinées à assurer aux intéressés les garanties indispensables dans la recherche et la constatation des infractions et dans l'exercice des droits de la défense.

+

L'examen des articles donne lieu aux observations suivantes :

Article 1er.

Cette disposition définit l'établissement hôtelier pour l'application de la présente loi et énumère diverses dénominations d'établissements hôteliers.

Le Roi pourra compléter cette énumération lorsqu'une dénomination nouvelle sera susceptible de créer une confusion avec les dénominations citées par la loi.

Il serait préférable que la délégation donnée au Roi fasse l'objet d'une disposition distincte.

L'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Est réputé établissemert hôtelier pour l'application de la présente loi tout établissement offrant le logement, avec ou sans repas, dans un but lucratif, sous la dénomination d'"hôtel", d'"hostellerie", de "motel" ou de "pension".

.../...

Le Roi peut compléter cette énumération en y ajoutant toute dénomination susceptible d'être confondue avec l'une des dénominations citées à l'alinéa 1er".

Article 2.

Aux termes de l'article 2 "nul ne peut, sans autorisation, exploiter un établissement hôtelier".

Il conviendrait de désigner, dans la loi elle-même, l'autorité compétente pour accorder, refuser, suspendre ou retirer l'autorisation.

Il résulte des explications du fonctionnaire délégué, que l'intention du Gouvernement est d'accorder l'autorisation prévue dans cet article à celui qui exploite un établissement hôtelier, soit pour son compte, soit pour compte d'autrui. Le texte néerlandais du projet, qui ne prévoit d'autorisation que pour la personne qui assume la gestion journalière de l'établissement, ne correspond pas à cette intention.

Article 4.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

§ 1er. Le Roi détermine :

1° les conditions d'ouverture et d'exploitation requises d'un établissement hôtelier pour qu'il réponde à sa destination, notamment en ce qui concerne la moralité, l'hygiène, la sécurité, la salubrité publique, le confort et l'importance de l'établissement;

.../...

2° le modèle de l'écusson délivré au titulaire d'une autorisation, écusson qui doit être apposé visiblement sur l'établissement;

3° les obligations qui peuvent être imposées aux titulaires d'autorisation, en vue d'assurer le respect et la publicité des prix, ainsi que la publicité des caractéristiques des établissements hôteliers;

4° le montant des redevances à percevoir pour contribuer à couvrir les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant de l'application de la présente loi.

§ 2. Les dispositions prises par application du § 1er sont soumises à l'avis d'un comité technique de l'hôtellerie, créé par le Roi. Les organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs de l'industrie hôtelière sont représentées dans ce comité".

Article 5.

Aux termes de l'article 5,"L'autorisation visée à l'article 2 pourra être refusée, ou retirée temporairement ou définitivement :

1° si celui qui doit assurer ou assure la gestion journalière de l'établissement hôtelier a été condamné, en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées aux chapitres V, VI et VII du titre VII, I, IV et VI du titre VIII et I et II du titre IX du livre II du Code pénal,sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle non rendue définitive;

.../...

2° en cas d'infraction aux dispositions prises en vertu de l'article 4".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les condamnations prévues au 1° de l'article 5 n'entraînent pas obligatoirement le refus ou le retrait de l'autorisation.

Si le texte du projet traduit bien cette intention, il résulte au contraire de l'exposé des motifs qu'une condamnation devrait entraîner le refus ou le retrait de l'autorisation.

Il importerait que le Gouvernement précisât son intention en vue de dissiper toute équivoque à cet égard.

+

L'article 5 tend à régler, par un texte général, les conditions de refus, de retrait temporaire et de retrait définitif de l'autorisation.

Il serait plus logique de traiter en deux articles distincts, d'une part, la matière du refus de l'autorisation et, d'autre part, la matière du retrait, temporaire ou définitif. En effet, les cas énumérés sub 1° et 2° de l'article 5 ne correspondent pas aux diverses hypothèses envisagées collectivement par l'alinéa 1er de cet article.

.../...

On observera notamment que si le fait d'avoir commis une infraction de la nature de celles qui sont énumérées par l'article 5, 1°, justifie le retrait aussi bien que le refus d'autorisation, encore reste-t-il qu'en matière de retrait, ne pourront être prises en considération que les seules condamnations intervenues postérieurement à la délivrance de l'autorisation.

Il serait, dès lors, préférable de répartir la matière traitée dans l'article 5 en deux articles distincts qui pourraient être rédigés comme suit :

"Article 5.-

L'autorisation d'exploiter un établissement hôtelier pourra être refusée :

1° si celui qui doit assurer ou qui assure la gestion journalière de l'établissement hôtelier a été condamné, en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres IV et VI, et titre IX, chapitres I et II, du Code pénal, sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle non rendue définitive;

2° si celui qui sollicite l'autorisation, ou celui qui doit assurer la gestion journalière de l'établissement hôtelier a commis une infraction aux dispositions prises en vertu de l'article 4, ayant entraîné le retrait définitif de l'autorisation .

.../...

Article 6.-

L'autorisation pourra être retirée temporairement ou définitivement :

1° dans l'hypothèse prévue à l'article 5, 1°, et pour autant que les condamnations énumérées aient été prononcées postérieurement à la délivrance de l'autorisation;

2° en cas d'infraction aux dispositions prises en vertu de l'article 4".

\+ +

Si cette suggestion est adoptée, le numérotage des articles suivants devra être modifié en conséquence.

Article 6.

L'alinéa 3 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Les personnes civilement responsables aux termes de l'article 1384 du Code civil sont tenues au paiement de l'amende".

Article 7.

Cette disposition concerne la recherche et la constatation des infractions prévues à l'article 6 en vue de leur répression pénale.

.../...

Sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire : les officiers de police judiciaire, le personnel du corps de la gendarmerie, les fonctionnaires et agents de la police locale et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Roi sur proposition du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

En vertu de l'article 16 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, les officiers ainsi que les sous-officiers commandant une brigade ou revêtus au moins du grade de maréchal des logis-chef ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur militaire.

Par conséquent, la mention dans l'article 7, alinéa 1er, du projet, du "personnel du corps de la gendarmerie" ne doit être maintenue que si le Gouvernement a l'intention de déroger à la loi du 2 décembre 1957 en étendant le pouvoir de dresser des procès-verbaux à des membres du corps de la gendarmerie autres que ceux qui sont énumérés à l'article 16 précité.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, les mots "personnel du corps de la gendarmerie" devraient être omis.

L'alinéa 2 de cet article dispose que les procès-verbaux dressés par les personnes énumérées à l'alinéa 1er font foi jusqu'à preuve contraire. Parmi ces personnes figurent les agents de la police locale, les fonctionnaires et agents désignés par le Roi, et pourraient figurer, si le législateur le décidait, les gendarmes, à qui la loi du 2 décembre 1957 n'a pas conféré la qualité d'officier de police judiciaire.

.../...

Les constatations ainsi faites par ces personnes le seront dans l'exercice d'un service public; elles ne pourraient faire l'objet d'un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire qu'à la condition que les intéressés aient, au préalable, prêté le serment prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

L'alinéa 2 énumère les personnes à qui les procès-verbaux devront être communiqués : à l'officier du ministère public compétent, à l'auteur de l'infraction, au Ministre, et éventuellement au propriétaire de l'établissement. Ces diverses communications et les délais dans lesquels elles doivent être faites sont prescrits à peine de nullité.

Quant à la communication des procès-verbaux à l'officier du ministère public, le projet prévoit que ceux-ci lui seront transmis "sans délai". L'imprécision de cette formule se concilie mal avec la sanction de la nullité. Il serait préférable, pour éviter toutes difficultés, d'omettre les mots "sans délai".

Le projet ne précise pas quand "il y aura lieu" d'adresser une copie du procès-verbal au propriétaire de l'établissement hôtelier. Si l'intention du Gouvernement est d'assurer cette communication en vue de l'application de l'article 6, alinéa 3, du projet, il y a lieu d'observer que la personne civilement responsable aux termes de l'article 1384 du Code civil ne sera pas nécessairement le propriétaire de l'établissement hôtelier. L'intention du Gouvernement devrait être précisée sur ce point.

.../...

Article 8.

Cette disposition, qui autorise les fonctionnaires et agents à visiter pendant le jour les établissements hôteliers à l'exclusion des chambres occupées par les hôtes, organise un contrôle administratif de ces établissements, assorti uniquement des sanctions administratives prévues à l'article 5 du projet.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'article 8 concerne exclusivement les locaux à destination hôtelière. Les appartements privés de l'exploitant ne sont donc pas visés.

Article 9.

Cette disposition n'abroge l'arrêté-loi du 11 février 1946 que dans la mesure où il a modifié l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935.

Or, en plus des dispositions modificatives de l'arrêté royal n° 197 de 1935, cet arrêté-loi contenait deux dispositions autonomes : l'article 1er, qui chargeait le Commissariat général au tourisme de l'application de l'arrêté royal du 26 août 1935, et l'article 2 qui concernait la recherche et la constatation des infractions à cet arrêté royal. Ces deux dispositions autonomes ne sont pas compatibles avec les dispositions du projet; elles seront donc implicitement abrogées lorsque la loi nouvelle sera complètement entrée en vigueur.

.../...

Il serait, dès lors, préférable de prévoir expressément l'abrogation totale de l'arrêté-loi du 11 février 1946.

L'article 9 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal n° 197 du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie, modifié par l'arrêté-loi du 11 février 1946 et par la loi du 20 décembre 1957;

2° l'arrêté-loi du 11 février 1946 conférant au Commissariat général au tourisme l'application et l'exécution de l'arrêté royal du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie".

Article 10.

La formule exécutoire adoptée dans le projet semble indiquer l'intention du Gouvernement de mettre la loi en vigueur en même temps que les arrêtés d'exécution indispensables.

L'article 4, dernier alinéa, du projet charge le Roi de créer un comité technique de l'hôtellerie à l'avis duquel doivent être soumis les arrêtés royaux pris sur la base des articles 3 et 4, premier alinéa.

Il est donc nécessaire de mettre en vigueur l'article 4, dernier alinéa, avant la mise en vigueur totale de la loi.

../...

L'article 10 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 10.-

La présente loi sera mise en vigueur par arrêté royal avant le ...

Toutefois, le Roi pourra fixer la mise en vigueur de l'article 4, dernier alinéa, à une date précédant celle qu'il déterminera pour l'entrée en vigueur de la loi".

+

\+ +

Dans la version néerlandaise, certains articles appellent en outre des modifications de forme qui résultent du texte ci-après :

Artikel 3.-

De in artikel 2 bedoelde vergunning wordt overeenkomstig deze wet verleend, geweigerd, dan wel tijdelijk of voorgoed ingetrokken in de vormen en onder de voorwaarden als bepaald door de Koning.

Artikel 6, eerste en tweede lid.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft hij die zonder vergunning of die zonder verlof een hotelinrichting exploiteert en onwettig het in artikel 4 van deze wet bepaalde schild onder zich houdt.

.../...

De hoven en rechtbanken kunnen bovendien de dader van het misdrijf verbieden gedurende een periode van één tot twaalf maanden persoonlijk of door een tussenpersoon een hotelinrichting te exploiteren ...(voorts als in het ontwerp)...

Artikel 6, vierde lid.-

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en van artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de misdrijven bij deze wet omschreven.

Artikel 8.-

Hij die de in artikel 2 van deze wet bedoelde vergunning aanvraagt, staat reeds daardoor toe, dat de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn ambtenaren of beambten ter plaatse het nuttig of nodig geoordeelde onderzoek doet verrichten.

Het bezoek heeft alleen overdag plaats en strekt zich niet uit tot de door gasten betrokken kamers. Het wordt op bescheiden wijze gedaan zonder de exploitatie te hinderen of de cliëntele te storen.

Het ontwerp van wet strekt tot vaststelling van het statuut van het hotelwezen.

Zoals het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 op het statuut van het hotelwezen, waarvan het ontwerp het voornaamste overneemt, maakt het nieuwe statuut de exploitatie van een hotelinrichting afhankelijk van een voorafgaande vergunning.

Opdat zulke vergunning kan worden verkregen, moet voldaan zijn aan de voorwaarden die de Koning zal bepalen na het advies van een technisch comité voor het hotelwezen te hebben ingewonnen.

Ten slotte stelt de ontwerp-wet strafbepalingen en administratieve sancties en regelt zij de opsporing en vaststelling van overtredingen van de nieuwe reglementering.

+

Luidens artikel 1 van het ontwerp moet aan twee voorwaarden worden voldaan opdat een inrichting die logies verstrekt, onder toepassing van de wet kan vallen : zij moet met winstoogmerk en onder een van de in de wet genoemde of door de Koning te bepalen benamingen worden geëxploiteerd.

.../...

Onder deze wet vallen dus niet : de hotelinrichtingen die worden geëxploiteerd door openbare diensten of door enig ander persoon die geen winst beoogt, en evenmin die welke niet met behulp van één der in de wet gegeven benamingen zijn aan te duiden.

Er zullen dus inrichtingen zijn, die uit de werkingssfeer van de wet gesloten worden of kunnen worden.

Zo bedoelt het ook de Regering, want de memorie van toelichting zegt dat het ontwerp strekt tot het beschermen van bepaalde benamingen.

De ontwerp-wet heet in het opschrift te houden het "statuut van het hotelwezen". Die termen zijn te algemeen om geheel juist te beantwoorden aan het beperkte doel dat de Regering voor ogen heeft.

+

Door de exploitatie van sommige hotelinrichtingen afhankelijk te stellen van een voorafgaande vergunning en van het vervullen van bepaalde voorwaarden, beperkt het ontwerp in zekere mate de vrije uitoefening van een beroep.

Op overtreding van de wet en van de door de Koning op grond van artikel 4 vast te stellen verordeningen zullen anderzijds vaak zeer zware administratieve sancties staan.

.../...

Het zou dus beter zijn dat de ontwerp-wet zich er niet toe beperkt, de Koning in artikel 3 bevoegd te verklaren tot het instellen van de procedure die in geval van sanctie moet worden gevolgd, maar dat het zelf de voornaamste regels vaststelt om de betrokkenen de nodige waarborgen te bieden inzake opsporing en vaststelling van overtredingen en inzake uitoefening van de rechten van de verdediging.

+

Over de artikelen zelf zijn de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 1.

Dit artikel zegt wat voor de toepassing van de wet onder hotelinrichting moet worden verstaan en geeft enkele benamingen op.

De Koning zal die opsomming kunnen aanvullen wanneer een nieuwe benaming aanleiding kan geven tot verwarring met de in de wet opgegeven benamingen.

Het verdient aanbeveling deze bevoegdheid in een afzonderlijke bepaling aan de Koning op te dragen.

Artikel 1 zou dan kunnen worden gelezen als volgt :

.../...

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van deze wet wordt als hotelinrichting aangemerkt iedere inrichting die, met winstoogmerk, logies verstrekt met of zonder maaltijden onder de benaming "hotel","gasthof","motel" of "pension"

De Koning kan deze opsomming aanvullen met enige benaming die met een van de in het eerste lid genoemde benamingen kan worden verward".

Artikel 2.

Volgens artikel 2 "mag niemand zonder vergunning het dagelijks beheer van een hotelinrichting voeren".

In de wet zelf moet worden gezegd, welke overheid de vergunning kan verlenen, weigeren, schorsen of intrekken.

Uit de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar blijkt, dat het in de bedoeling van de Regering ligt die vergunning te verlenen aan hem die de hotelinrichting, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van derden exploiteert. De Nederlandse tekst van het ontwerp eist alleen vergunning van degene die "het dagelijks beheer van de inrichting voert", en beantwoordt dus niet aan die bedoeling.

.../...

Artikel 4.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 4.-

§ 1. De Koning bepaalt :

1° de openings- en exploitatievoorwaarden waaraan een hotelinrichting moet voldoen om aan haar bestemming te beantwoorden, inzonderheid uit een oogpunt van zedelijkheid, hygiëne, veiligheid, openbare gezondheid, comfort en omvang ;

2° het model van het aan de vergunninghouder uitgereikte schild dat op de hotelinrichting zichtbaar moet worden aangebracht ;

3° de verplichtingen welke de houders van vergunningen mogen worden opgelegd met het oog op het inachtnemen en het bekendmaken van de prijzen, en op het bekendmaken van de kenmerken van hotelinrichtingen ;

4° het bedrag van de bijdragen die moeten worden geheven tot dekking van de kosten van administratie, controle of toezicht die uit de toepassing van deze wet volgen, te dekken.

§ 2. De bepalingen vastgesteld ingevolge § 1 worden voor advies voorgelegd aan een door de Koning opgericht technisch comité voor het hotelwezen. De beroepsorganisaties van werkgevers en werknemers uit het hotelbedrijf zijn in dit comité vertegenwoordigd".

.../...

Artikel 5.

Dit artikel bepaalt : "De in artikel 2 bedoelde vergunning zal kunnen geweigerd worden of tijdelijk of definitief ingetrokken :

1° indien deze, die het dagelijks beheer van de hotelinrichting moet voeren of voert, in België of in het buitenland werd veroordeeld door een rechterlijke uitspraak die kracht heeft van gewijsde, wegens een der inbreuken genoemd in de hoofdstukken V, VI en VII van titel VII, I, IV en VI van titel VIII en I en II van titel IX van boek II van het Strafwetboek, behalve in geval van eerherstel of voorwaardelijke veroordeling die als gekweten mag worden beschouwd;

2° bij inbreuk op de beschikkingen genomen krachtens artikel 4".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, hebben de hier onder 1° bedoelde veroordelingen niet noodzakelijk weigering of intrekking van de vergunning tot gevolg.

Brengt het ontwerp dit duidelijk tot uiting, de memorie van toelichting wijst in de tegenovergestelde richting.

De Regering zou uitdrukkelijk moeten zeggen wat zij bedoelt, zodat geen twijfel mogelijk is.

+

.../...

Artikel 5 strekt ertoe, de voorwaarden waaronder de vergunning wordt geweigerd, dan wel tijdelijk of voorgoed ingetrokken, door een algemene tekst te regelen.

Logischer zou zijn, één artikel te wijden aan de weigering, een ander aan de tijdelijke of definitieve intrekking van de vergunning. De onder 1° en 2° genoemde gevallen komen immers niet overeen met de verschillende hypothesen die samen in het eerste lid worden behandeld.

Met name moge worden opgemerkt, dat een misdrijf van het soort als bedoeld in artikel 5, 1°, én de intrekking én de weigering van de vergunning wettigt, maar dat intrekking alleen kan volgen op veroordelingen die na de afgifte van de vergunning zijn opgelopen.

Het zou dus wel aangewezen zijn, de stof van artikel 5 te spreiden over twee artikelen, en deze als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

De vergunning om een hotelinrichting te exploiteren, kan worden geweigerd :

1° indien degene die instaat of moet instaan voor het dagelijks beheer van de hotelinrichting in België of in het buitenland door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld wegens een der misdrijven omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken IV en VI, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek, behalve in geval van eerherstel of

.../...

voorwaardelijke veroordeling die niet definitief geworden is;

2° indien degene die de vergunning vraagt of degene die instaat voor het dagelijks beheer van de hotelinrichting de krachtens artikel 4 vastgestelde bepalingen heeft overtreden met het gevolg dat de vergunning voorgoed is ingetrokken.

Artikel 6.-

De vergunning kan tijdelijk of voorgoed worden ingetrokken :

1° in het geval bedoeld onder artikel 5, 1°, en voor zover de genoemde veroordelingen na de afgifte van de vergunning zijn uitgesproken;

2° in geval van overtreding van de krachtens artikel 4 vastgestelde bepalingen".

\+ +

Wordt op deze wenk ingegaan, dan dienen de volgende artikelen van het ontwerp te worden vernummerd.

Artikel 6.

Het derde lid van dit artikel kan beter worden gelezen als volgt :

"Zij die volgens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, zijn gehouden tot het betalen van de geldboete".

.../...

Artikel 7.

Dit artikel betreft het opsporen en vaststellen van de in artikel 6 bepaalde overtredingen, met het oog op hun bestraffing.

Met het opsporen en het vaststellen, door middel van processen-verbaal die gelden tot het tegendeel bewezen is, van overtredingen van deze wet zijn belast : de officieren van gerechtelijke politie, het personeel van de Rijkswacht, de ambtenaren en agenten van de plaatselijke politie, en de ambtenaren en beambten daartoe door de Koning aangewezen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Krachtens artikel 16 van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht zijn de officieren, evenals de onderofficieren die een brigade bevelen of ten minste de graad van opperwachtmeester hebben, officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en van de krijgsauditeur.

Het "personeel van de Rijkswacht" hoeft dus in artikel 7, eerste lid, van het ontwerp niet te worden vermeld, tenzij de Regering, met afwijking van de wet van 2 december 1957, de bevoegdheid tot het opmaken van proces-verbaal ook wenst te geven aan andere leden van de Rijkswacht dan in evengenoemd artikel 16 zijn bedoeld.

.../...

Zo niet dienen de woorden "het personeel van de Rijkswacht" te vervallen.

Het tweede lid van dit artikel bepaalt dat processen-verbaal, opgemaakt door de in het eerste lid genoemde personen, "rechtsgeldig zijn tot het tegendeel bewezen is". Tot die personen behoren de agenten van de plaatselijke politie, de door de Koning aangewezen ambtenaren en beambten, en zouden ook behoren, indien de wetgever aldus mocht beslissen, de Rijkswachters aan wie de wet van 2 december 1957 de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie niet heeft verleend.

Die personen doen hun vaststellingen in de uitoefening van een openbare dienst; een proces-verbaal, dat geldt tot het tegendeel bewezen is, kan in dit verband alleen worden opgemaakt als zij vooraf de in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed hebben afgelegd.

Het tweede lid bepaalt, aan wie het proces-verbaal moet worden toegezonden : aan de bevoegde ambtenaar van het openbaar ministerie, aan de dader van het misdrijf, aan de Minister, eventueel aan de eigenaar van de inrichting. Deze mededelingen en de termijnen daarvoor zijn op straffe van nietigheid voorgeschreven.

.../...

De mededeling van het proces-verbaal aan de ambtenaar van het openbaar ministerie moet volgens het ontwerp "onverwijld" worden gedaan. De vaagheid van deze formule is bezwaarlijk met de sanctie van de nietigheid overeen te brengen. Om moeilijkheden te voorkomen, schrappe men "onverwijld".

Het ontwerp zegt niet wanneer er "aanleiding toe bestaat" een afschrift van het proces-verbaal aan de eigenaar van de hotelinrichting te zenden. Bedoelt de Regering, dat de mededeling moet worden gedaan met het oog op de toepassing van artikel 6, derde lid, van het ontwerp, dan moge worden opgemerkt dat degene die volgens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk is, niet noodzakelijk de eigenaar van de hotelinrichting hoeft te zijn. De bedoeling van de Regering zou hier verduidelijkt moeten worden.

Artikel 8.

Deze bepaling, die de ambtenaren en beambten ertoe machtigt om overdag hotelinrichtingen te bezoeken, met uitsluiting van de door gasten betrokken kamers, richt een administratieve controle van die inrichtingen in, die uitsluitend met de in artikel 5 van het ontwerp voorgeschreven administratieve sancties gepaard gaat.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, slaat artikel 8 alleen op lokalen die als hotelruimte worden gebruikt, niet op particuliere vertrekken van de exploitant.

.../...

Artikel 9.

Dit artikel heft de besluitwet van 11 februari 1946 alleen op in zover zij het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 heeft gewijzigd.

Behalve de bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr 197 van 1935, bevatte die besluitwet echter twee zelfstandige bepalingen : artikel 1 belastte het commissariaat-generaal voor toerisme met de toepassing van het koninklijk besluit van 26 augustus 1935, terwijl artikel 2 betrekking had op de opsporing en vaststelling van overtredingen van dat koninklijk besluit. Beide zelfstandige bepalingen zijn niet bestaanbaar met de voorzieningen van het ontwerp en zullen dus impliciet worden opgeheven wanneer de nieuwe wet volledig in werking is getreden. Het ware dan ook verkieslijk, de besluitwet van 11 februari 1946 uitdrukkelijk en volledig op te heffen.

Artikel 9 kan worden gelezen als volgt :

"Artikel 9.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 op het statuut van het hotelwezen, gewijzigd bij de besluitwet van 11 februari 1946 en bij de wet van 20 december 1957;

.../...

2° de besluitwet van 11 februari 1946 waarbij aan het commissariaat-generaal voor toerisme de toepassing en de uitvoering wordt opgedragen van het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 betreffende het statuut van het hotelwezen".

Artikel 10.

Het uitvoeringsformulier van het ontwerp schijnt erop te wijzen, dat het in de bedoeling van de Regering ligt de wet samen met de nodige uitvoeringsbesluiten in werking te stellen.

Artikel 4, laatste lid, van het ontwerp geeft aan de Koning opdracht tot het oprichten van een technisch comité voor het hotelwezen, dat advies zal moeten geven over de koninklijke besluiten vastgesteld op grond van de artikelen 3 en 4, eerste lid.

Het is dus noodzakelijk eerst artikel 4, laatste lid, en pas daarna de gehele wet in werking te stellen.

Artikel 10 dient derhalve te worden gelezen als volgt :

"Artikel 10.-

Deze wet zal bij koninklijk besluit in werking worden gesteld vóór ...

De Koning kan echter artikel 4, laatste lid, in werking doen treden op een datum vóór die welke hij voor de inwerkingtreding van de gehele wet zal vaststellen".

.../...

In een aantal tot hier toe niet besproken artikelen zijn bovendien vormwijzigingen aan te brengen. Deze blijken uit de hierna volgende teksten :

Artikel 3.-

De in artikel 2 bedoelde vergunning wordt overeenkomstig deze wet verleend, geweigerd, dan wel tijdelijk of voorgoed ingetrokken in de vormen en onder de voorwaarden als bepaald door de Koning.

Artikel 6, eerste en tweede lid.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank,of met één van die straffen alleen, wordt gestraft hij die zonder vergunning of die zonder verlof een hotelinrichting exploiteert en onwettig het in artikel 4 van deze wet bepaalde schild onder zich houdt.

De hoven en rechtbanken kunnen bovendien de dader van het misdrijf verbieden gedurende een periode van één tot twaalf maanden persoonlijk of door een tussenpersoon een hotelinrichting te exploiteren ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 6, vierde lid.-

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en van artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de misdrijven bij deze wet omschreven.

.../...

Artikel 8.-

Hij die de in artikel 2 van deze wet bedoelde vergunning aanvraagt, staat reeds daardoor toe, dat de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn ambtenaren of beambten ter plaatse het nuttig of nodig geoordeelde onderzoek doet verrichten.

Het bezoek heeft alleen overdag plaats en strekt zich niet uit tot de door gasten betrokken kamers. Het wordt op bescheiden wijze gedaan zonder de exploitatie te hinderen of de cliëntele te storen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut .

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.